



SYNDICAT DES EAUX DOLON-VARÈZE

Maison de l'Eau – CD 51

38270 MOISSIEU SUR DOLON

Tél. 04 74 79 50 12 – Fax 04 74 79 50 16

Courriel siedv2@wanadoo.fr

Internet www.dolon-vareze.net

Assieu

Bellegarde-Poussieu

Bougé-Chambalud

Chalon

Cour et Buis

Jarcieu

La Chapelle de Surieu

Moissieu sur Dolon

Monstereux-Milieu

Montseveroux

Pact

Pisieu

Pommier de Beaurepaire

Primarette

Revel-Tourdan

Saint Julien de L'Herms

Saint Romain de Surieu

Sonnay

Vernioz

Ville sous Anjou

RÈGLEMENT

DU SERVICE DE

L'ASSAINISSEMENT

COLLECTIF

SOMMAIRE

Sommaire	2
Chapitre I – Dispositions Générales	4
<i>Art 1 - Objet du règlement</i>	4
<i>Art 2 - Définition des eaux usées domestiques</i>	4
<i>Art 3 - Obligations générales du Service de l'Assainissement</i>	4
<i>Art 4 - Obligations générales des abonnés</i>	4
<i>Art 5 - Accès des abonnés aux informations les concernant</i>	4
Chapitre II - Abonnements	4
<i>Art 6 – Obligation de raccordement</i>	4
<i>Art 7 - Conditions d'obtention des abonnements</i>	4
<i>Art 8 - Règles générales concernant les abonnements</i>	5
<i>Art 9 - Frais liés au raccordement au réseau</i>	5
<i>Art 10 - Demande de cessation d'abonnement</i>	5
<i>Art 11 - Fin des abonnements</i>	5
<i>Art 12 - Abonnement pour rejets importants ou particuliers</i>	5
Chapitre III - Branchements	5
<i>Art 13 - Définition et propriété du branchement</i>	5
<i>Art 14 - Nouveau branchement</i>	6
<i>Art 15 - Gestion des branchements</i>	6
<i>Art 16 - Modifications du branchement</i>	6
<i>Art 17 - Raccordement au réseau public des lotissements et des opérations groupées de construction</i>	6
Chapitre IV - Installations Intérieures des Abonnés	6
<i>Art 18 - Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures</i>	6
<i>Art 19 - Définitions de l'installation intérieure</i>	6
<i>Art 20 - Suppression des anciennes installations</i>	6
<i>Art 21 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'assainissement</i>	7
<i>Art 22 - Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux</i>	7
<i>Art 23 - Pose de siphons</i>	7
<i>Art 24 - Toilettes</i>	7
<i>Art 25 - Colonnes de chute d'eaux usées</i>	7
<i>Art 26 - Broyeurs d'éviers</i>	7
<i>Art 27 - Descente des gouttières</i>	7
<i>Art 28 - Réparation et renouvellement des installations intérieures</i>	7
<i>Art 29 - Mise en conformité des installations intérieures</i>	7
Chapitre V - Tarifs	7
<i>Art 30 - Fixation des tarifs</i>	7
Chapitre VI - Paiements	7
<i>Art 31 - Règles générales concernant les paiements</i>	7
<i>Art 32 - Facturation de l'abonnement à l'assainissement</i>	7
<i>Art 33 - Facturation des autres prestations</i>	8
<i>Art 34 – Paiements</i>	8
<i>Art 35 - Défaut de Paiement</i>	8
<i>Art 36 - Remboursements</i>	8
Chapitre VII - Dispositions d'Application	8
<i>Art 37 - Date d'application</i>	8
<i>Art 38 - Abonnements antérieurs</i>	8
<i>Art 39 - Modifications du règlement du Service</i>	8
<i>Art 40 - Modifications des conditions particulières</i>	8
<i>Art 41 - Application du règlement du Service</i>	8

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art 1 - Objet du règlement

L'objet du règlement est de définir les conditions et modalités techniques et financières auxquelles est soumis le déversement des eaux usées dans le réseau d'assainissement collectif du Syndicat des Eaux Dolon-Varèze. Cet assainissement est assuré par un service organisé par le Syndicat lui-même et qui est désigné dans le présent règlement par les mots « Service de l'Assainissement ».

Art 2 - Définition des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessives, cuisine, douches...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Art 3 - Obligations générales du Service de l'Assainissement

Le Service de l'Assainissement est tenu :

- a) de collecter les eaux usées à tout demandeur qui réunit les conditions définies par le présent règlement,
- b) d'assurer le bon fonctionnement de la collecte des eaux usées et de leur traitement avant rejet dans le milieu naturel dans le respect des normes de qualité imposées par la réglementation en vigueur.

Les agents du Service de l'Assainissement doivent être munis d'un insigne distinctif et porteurs d'une carte d'accréditation lorsqu'ils pénètrent dans une propriété privée dans le cadre d'une des missions prévues par le présent règlement.

Le Service de l'Assainissement est tenu de répondre aux questions des abonnés concernant le coût et la qualité des prestations qu'il assure.

Art 4 - Obligations générales des abonnés

L'abonné est tenu de se conformer à toutes les dispositions du présent règlement.

En particulier, il est tenu de payer le rejet des ses eaux usées ainsi que toutes prestations assurées par le Service de l'Assainissement dans le cadre du présent règlement.

Conformément à l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, un propriétaire est tenu de raccorder son habitation au réseau public d'assainissement arrivant au droit de sa parcelle, dans un délai de deux ans à partir de sa mise en service, quels que soient les moyens qu'il devra mettre en œuvre.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau d'eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 2 du présent règlement,
- les eaux usées non domestiques, définies par l'autorisation de rejet et la convention de déversement passée entre le Service de l'Assainissement et un établissement privé ou public à l'occasion d'une demande de branchement au réseau public.

Par contre, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères,
- des graisses,
- les huiles usagées,
- les liquides et vapeurs corrosifs, des acides, des matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- des composés cycliques hydroxyles et leurs dérivés, notamment tous les carburants et lubrifiants,
- des vapeurs ou des liquides d'une température supérieure à 50°C,
- des eaux claires (sources, drainage, rejets de pompe à chaleur),
- les eaux pluviales (toitures, voiries, ruissellement...),

- les eaux de vidange de piscine (seules sont admises les eaux de lavage des filtres),
- et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et de l'ouvrage d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

Le Service de l'Assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau.

Art 5 - Accès des abonnés aux informations les concernant

Le Service de l'Assainissement assure la gestion du fichier des abonnés dans les conditions prévues par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 garantissant la liberté d'accès aux documents administratifs.

Tout abonné a le droit de consulter gratuitement le dossier ou la fiche le concernant dans les locaux du Service de l'Assainissement. Il peut également obtenir, sur simple demande au Service de l'Assainissement, la communication d'un exemplaire des documents à un coût n'excédant pas celui des photocopies nécessaires. Par la suite, le Service de l'Assainissement doit procéder à la rectification des erreurs portant sur les informations à caractère nominatif qui peuvent lui être signalées par l'abonné concerné.

CHAPITRE II - ABONNEMENTS

Art 6 – Obligation de raccordement

Conformément à l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, un propriétaire doit raccorder son habitation au réseau public de collecte des eaux usées passant au droit de sa parcelle :

- Dans un délai de deux ans à partir de sa mise en service si la construction du logement est antérieure à l'aménagement du réseau d'assainissement (si les travaux nécessaires au raccordement ne sont pas réalisés dans les deux ans, la collectivité peut, conformément à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, majorer la redevance d'assainissement de 100%),
- Avant l'entrée dans les lieux de l'usager (propriétaire ou locataire) si la construction du logement est postérieure à l'aménagement du réseau d'assainissement.

De fait, toute personne raccordée ou raccordable à l'assainissement collectif devient un abonné du Service de l'Assainissement. Il recevra dans les meilleurs délais le règlement du service et un document les informations suivantes :

- a) le tarif en vigueur applicable à l'abonnement,
- b) le montant des frais liés au raccordement au réseau,
- c) les indications pour déconnecter son éventuelle installation d'assainissement individuelle et séparer les eaux pluviales,
- d) l'indication des lieux où l'abonné pourra consulter, s'il le souhaite, les documents publics prévus :
- L'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et le décret n°95-635 du 6 mai 1995 (rapports annuels de la Présidente du Syndicat sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement).

Art 7 - Conditions d'obtention des abonnements

Maison individuelle :

Un branchement en limite de propriété et un abonnement distincts sont obligatoires pour chaque construction indépendante, même dans le cas d'un ensemble de constructions contiguës, sauf s'il s'agit de plusieurs constructions implantées sur une même propriété et ayant le même occupant ou la même application commerciale, artisanale, industrielle ou agricole.

Lotissements d'habitations individuelles :

- Si la voirie et les réseaux restent privés, un branchement pour tout le lotissement sera installé en limite du domaine public dans un regard,
- Si les réseaux de collecte à l'intérieur du lotissement sont rétrocédés au Service de l'Assainissement (sous la condition expresse qu'ils aient été réalisés selon le cahier des charges du Service de l'Assainissement), les branchements individuels sont installés en limite des parcelles privées dans des regards individuels (voire deux branchements individuels dans un seul regard en limite des deux parcelles).

Immeubles collectifs :

Un branchement unique en limite de propriété pour le bâtiment et un abonnement pour chaque usager domestique. Si le bâtiment est aussi occupé par une ou plusieurs activités commerciales, un branchement distinct supplémentaire en limite de propriété est nécessaire.

Dans le cas où l'abonnement a été interrompu et qu'il est nécessaire de remettre en état le branchement ou de réaliser un branchement neuf, les eaux usées ne seront collectées qu'après la réalisation des conditions suivantes :

- paiement des frais liés au raccordement au réseau par l'abonné et paiement avant l'engagement des travaux nécessaires,
- fin des travaux de création ou de remise en état du branchement exécuté dans les conditions fixées à l'article 16.

L'abonnement est refusé si le branchement neuf nécessaire pour collecter les eaux usées doit être utilisé pour une construction non autorisée ou non agréée (article L 111-6 du Code de l'urbanisme).

Le Service de l'Assainissement peut surseoir à raccorder un abonné si l'implantation de la construction ou le débit à collecter nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation publique.

Art 8 - Règles générales concernant les abonnements

Les abonnements sont souscrits pour une période de un an. Ils se renouvellent par tacite reconduction.

Le tarif de la collecte des eaux usées (partie calculée en fonction du volume d'eau consommé) est fixé comme il est indiqué à l'article 30 sauf dans le cas des abonnements spéciaux pour lesquels le tarif est fixé par une convention particulière.

En cas de souscription d'un contrat d'abonnement en cours d'année, l'abonné doit payer l'abonnement au prorata temporis ainsi que le volume rejeté (sur la base du volume d'eau consommé) à compter de la date de branchement au réseau d'assainissement.

Art 9 - Frais liés au raccordement au réseau

Tout nouvel abonnement pour un branchement neuf ou précédemment résilié est accordé moyennant le paiement par l'abonné au Service de l'Assainissement des frais liés au raccordement au réseau. Le montant des frais est fixé comme il est indiqué à l'article 30.

Art 10 - Demande de cessation d'abonnement

Sauf s'il souscrit un engagement pour une durée déterminée dans le cadre d'une convention particulière prévue par le présent règlement, chaque abonné peut demander à tout moment au Service de l'Assainissement de rompre l'abonnement, avec un préavis de huit jours.

Si l'abonné est propriétaire :

- Son abonnement prend fin à la vente de son habitation. Il est redevable des sommes dues jusqu'à la vente.
- S'il souhaite rompre son abonnement parce qu'il cesse d'occuper son habitation tout en restant propriétaire, il doit résilier son abonnement à l'eau et/ou s'engager à ne plus déverser d'eaux usées dans le réseau public. Il est redevable des sommes dues jusqu'au dernier jour d'occupation.

Si l'abonné est locataire :

- Son abonnement prend fin à la résiliation de son bail. Il est redevable des sommes dues jusqu'à la fin de son bail.

Pour le propriétaire de logements mis en location :

- Le propriétaire est redevable du montant de l'abonnement (au prorata temporis du temps passé) entre la résiliation d'un bail et la signature d'un nouveau bail.

Quel que soit le motif de la demande de la rupture de l'abonnement à l'assainissement, l'abonné doit payer le coût du volume rejeté (sur la base du volume d'eau consommé), ainsi que la part courue du montant de l'abonnement.

Art 11 - Fin des abonnements

L'abonnement prend fin :

- 1 - soit sur demande de l'abonné présentée dans les conditions indiquées à l'article 10,
- 2 - soit sur décision du Service de l'Assainissement, même s'il n'a pas reçu de demande de rupture d'abonnement à l'assainissement dans les cas suivants :
 - défaut de paiement constaté après l'expiration du délai de 1 mois après la mise en demeure prévue par l'article 35 ;
 - départ de l'abonné.

Lorsque la fin d'un abonnement n'est pas suivie par un nouvel abonnement pour le même branchement, le branchement est mis d'office au nom du propriétaire ou usufruitier.

Lorsqu'un ancien abonné dont l'abonnement a pris fin en application du présent article sollicite à nouveau le branchement à l'assainissement pour le même branchement, sa requête est traitée comme une nouvelle demande d'abonnement.

Art 12 - Abonnement pour rejets importants ou particuliers

Dans la mesure où les installations du service permettent de collecter et de traiter les eaux usées présentant un volume important et/ou une qualité particulière, un abonnement pour rejets particuliers peut être accordé par le Service de l'Assainissement.

L'abonnement pour rejets particuliers peut notamment concerner :

- un établissement industriel, commercial, artisanal et agricole,
- un camping,
- le service public.

Une convention particulière doit être établie pour chaque abonnement de rejets particuliers. Les dispositions spéciales suivantes lui sont applicables :

- a) les établissements rejetant des eaux industrielles devront être pourvus de deux branchements : un pour les eaux domestiques et un pour les eaux industrielles ;
- b) le cas échéant, le Service de l'Assainissement pourra imposer un prétraitement à l'abonné pour rendre l'effluent compatible avec les capacités du réseau de collecte et de l'ouvrage de traitement ;
- c) lorsque des ouvrages publics ont été installés ou renforcés pour desservir l'abonné, le Service de l'Assainissement peut mettre à sa charge le versement d'une indemnité au Syndicat si l'abonnement est résilié avant une certaine date ;
- d) le branchement pourra être obturé si l'effluent n'est pas compatible avec les capacités du réseau de collecte et de l'ouvrage de traitement.

Le Service de l'Assainissement est tenu de faire bénéficier des mêmes conditions toute personne qui demande un abonnement pour rejets importants ou particuliers et qui est placée dans une situation semblable à l'égard du Service public.

CHAPITRE III - BRANCHEMENTS

Art 13 - Définition et propriété du branchement

Le branchement est établi sous la responsabilité du Service de l'Assainissement de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Chaque branchement comprend, depuis la canalisation publique et en suivant le trajet le plus court possible :

- a) un piquage de raccordement sur la canalisation publique principale ;
- b) une canalisation de branchement, située sous le domaine public ;
- c) un ouvrage dit "regard de branchement" ou "boîte de branchement", visible et accessible, placé de préférence sur le domaine public, en limite du domaine privé ;
- d) une ouverture d'entrée avec joint étanche dans le regard de branchement pour le raccordement de la canalisation privée.

La partie publique du branchement s'arrête à l'entrée du regard de branchement.

Art 14 - Nouveau branchement

Un nouveau branchement ne peut être établi qu'à la suite d'une demande d'abonnement pour une construction lorsque le permis de construire est accordé.

S'il n'y a pas de contraintes particulières, le tracé précis du branchement est fixé d'un commun accord entre le Service de l'Assainissement et l'abonné. Dans le cas contraire, la boîte de branchement est positionnée par le Service de l'Assainissement ; à charge ensuite pour l'abonné de s'adapter aux contraintes imposées.

L'accès au regard devra pouvoir se faire sans pénétrer dans la propriété : il sera implanté de préférence sur le domaine public, en limite du domaine privé.

L'abonné peut demander une configuration particulière du branchement, mais le Service de l'Assainissement peut la refuser lorsqu'elle n'est pas compatible avec des conditions normales d'exploitation.

Le Syndicat sera maître d'ouvrage de la construction du branchement, y compris les travaux de terrassement, qui sera réalisé dans un délai maximal d'un mois après toute autorisations administratives, aux frais du demandeur, et au vu d'un mémoire établi par le Service de l'Assainissement, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Art 15 - Gestion des branchements

Le Service de l'Assainissement assure :

- La garde, la surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchement situées dans le domaine public ;
- L'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchement situées dans les propriétés privées, y compris les travaux de fouilles et de remblais nécessaires. Il doit réaliser les travaux en propriété privée en réduisant dans toute la mesure du possible les dommages causés aux biens, et il est tenu de fournir au propriétaire ou à l'occupant, avant chaque intervention importante, un descriptif détaillé de sa nature, de sa localisation et des conséquences prévisibles.

L'abonné assure la garde et la surveillance des parties de branchement situées à l'intérieur de sa propriété privée.

Le Service de l'Assainissement est responsable des dommages pouvant résulter du fonctionnement du branchement dans les cas suivants :

- Lorsque le dommage a été produit par la partie du branchement située dans le domaine public,
- Lorsque le dommage a été produit par la partie publique du branchement sur le domaine privé.

La responsabilité du Service de l'Assainissement ne pourra pas être recherchée dans les cas de dysfonctionnement de la partie privée du branchement.

Art 16 - Modifications du branchement

La modification d'un branchement ne peut être réalisée qu'avec l'accord du Service de l'Assainissement qui peut s'y opposer si le projet présenté n'est pas compatible avec l'exécution du service public.

Lorsque la modification est acceptée, elle est réalisée dans les mêmes conditions que la construction d'un nouveau branchement, aux frais du demandeur.

De sa propre initiative, le Service de l'Assainissement peut décider de sortir le regard de branchement qui est encore à l'intérieur d'une propriété pour le mettre sur le domaine public, en limite du domaine privé. Le propriétaire, l'usufruitier et le locataire éventuel, seront informés un mois à l'avance. Le positionnement final du regard est décidé par le Service de l'Assainissement après discussion avec le propriétaire ou l'usufruitier. Le Service de l'Assainissement prend en charge tous les travaux de déplacement du regard, de remplacement éventuel de la canalisation entre l'ancien et le nouveau regard et la remise en état des lieux.

Art 17 - Raccordement au réseau public des lotissements et des opérations groupées de construction

Les réseaux d'assainissement destinés à collecter les eaux usées, jusqu'au réseau public, des habitations et des autres locaux faisant partie d'une opération groupée de construction sont mis en place dans les conditions suivantes :

a) La partie de ces réseaux constituée par les canalisations placées sous les espaces publics, notamment sous la voirie, est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du Service de l'Assainissement et financée par le propriétaire, l'aménageur ou un constructeur dans les conditions fixées par le code de l'urbanisme pour les participations à la réalisation d'équipements publics exigibles à l'occasion de la délivrance d'autorisations de construire ou d'utiliser le sol (Articles L332-6, L332-6-1, L332-9, L332-10, L332-11, L332-11-1, L332-11-2 du Code de l'Urbanisme). Les travaux sont attribués conformément au code des marchés publics et en appliquant toutes les règles et toutes les normes concernant les canalisations des réseaux publics.

b) Les équipements propres à l'intérieur des lotissements ou des opérations groupées de construction sont sous la responsabilité et à la charge du propriétaire, de l'aménageur ou du constructeur. Ils seront réalisés comme précisé à l'article 7 du présent règlement.

Le Service de l'Assainissement peut refuser de collecter les eaux usées lorsque le réseau d'un lotissement ou d'une opération groupée de constructions n'a pas été réalisé conformément aux dispositions du présent article.

CHAPITRE IV - INSTALLATIONS INTÉRIEURES DES ABONNÉS

Art 18 - Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures

Le règlement sanitaire départemental s'applique.

Art 19 - Définitions de l'installation intérieure

L'installation intérieure de l'abonné comprend :

- a) toutes les canalisations privées et leurs accessoires situés en amont du regard de branchement,
- b) les appareils reliés à ces canalisations privées.

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés sont à la charge exclusive du propriétaire. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

Art 20 - Suppression des anciennes installations

Conformément à l'article L1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le Service de l'Assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L1331-6 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors de service ou rendus inutiles pour quelque cause

que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Art 21 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'assainissement

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

Art 22 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus. De même, tous les orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées.

Les frais d'installation, d'entretien et de réparation sont à la charge du propriétaire.

Art 23 - Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons doivent être conformes à la normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne doit être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

Art 24 - Toilettes

Les toilettes doivent être munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée par une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Art 25 - Colonnes de chute d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement et prolongées de tuyaux d'évent jusqu'au dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

Art 26 - Broyeurs d'éviers

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères, même après broyage préalable, est strictement interdite.

Art 27 - Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Art 28 - Réparation et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction raccordée au réseau public d'évacuation.

Art 29 - Mise en conformité des installations intérieures

Le Service de l'Assainissement a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises et donne un avis pour le Certificat de Conformité de bon achèvement des travaux. Dans le cas où des défauts sont constatés par le Service de l'Assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

CHAPITRE V - TARIFS

Art 30 - Fixation des tarifs

Les dispositions du présent article s'appliquent aux tarifs suivants :

- Construction ou modification d'un nouveau branchement individuel,
- Participation au Raccordement à l'Egout (conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique), payable à la délivrance du permis de construire, en distinguant les habitations individuelles (logement sous toit propre, entrée séparée, pas de parties commune) et immeubles collectifs (plusieurs logements sous le même toit, entrées et parties communes),
- Frais de branchement à l'assainissement pour habitation antérieure au réseau, payable dès que le Service de l'Assainissement a aménagé ou réceptionné un réseau de collecte au droit de la parcelle,
- Abonnement au Service de l'Assainissement,
- Volume d'eaux usées collectées, basé sur la consommation d'eau potable (si l'abonné dispose d'une ressource d'eau potable privée, le Service de l'Eau applique un forfait de consommation de 30 m³ par an et par habitant).

Ces tarifs sont fixés par délibération du Comité Syndical. Ils sont modifiés par une nouvelle délibération chaque fois qu'une évolution des coûts ou la nécessité de constituer des provisions en vue d'investissements importants, impose un ajustement pour maintenir l'équilibre des recettes et des dépenses prescrit par l'article L2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Service de l'Assainissement communique les nouveaux tarifs aux usagers avant la date de leur entrée en vigueur par affichage en Mairie et au siège du Service de l'Assainissement.

CHAPITRE VI - PAIEMENTS

Art 31 - Règles générales concernant les paiements

Les factures établies par le Service de l'Assainissement doivent être conformes aux dispositions réglementaires applicables. En aucun cas un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

En cas de décès de l'abonné, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis à vis du Service de l'Assainissement de toutes les sommes dues.

En cas de redressement judiciaire prononcé par le Tribunal, le mandataire désigné par décision de justice (notamment l'administrateur, le représentant des créanciers) devra dans les 8 jours du jugement d'ouverture du redressement judiciaire reconnaître contradictoirement avec le Service de l'Assainissement l'index du compteur d'eau potable. A défaut, l'index relevé par le Service de l'Assainissement fera foi. Si le mandataire désigné par décision de justice est autorisé à poursuivre l'activité, il souscrira une nouvelle demande d'abonnement.

Art 32 - Facturation de l'abonnement à l'assainissement

La facture pour l'abonnement à l'assainissement (abonnement et volume rejeté basé sur la consommation d'eau) est payable selon la fréquence des relevés des compteurs d'eau et dans les délais fixés par le Service de l'Assainissement.

La convention particulière conclue pour l'abonnement de grande consommation peut prévoir des modalités spéciales de paiement des factures d'assainissement.

Art 33 - Facturation des autres prestations

Les prestations de raccordement et de branchement assurées par le Service de l'Assainissement sont dues avant leur réalisation sur présentation du devis-facture.

Les autres prestations assurées (autres que la redevance assainissement) par le Service de l'Assainissement sont dues dès leur réalisation, sur présentation de facture.

Art 34 – Paiements

Le recouvrement des sommes dues au Service de l'Assainissement se fait auprès du

Trésor Public de Beaurepaire
Avenue des Terreaux – 38270 Beaurepaire
Tél. 04 74 79 19 99

Art 35 - Défaut de Paiement

Si les sommes dues par un abonné ne sont pas payées dans le délai fixé, le Trésor Public de Beaurepaire, chargé du recouvrement, adresse à l'abonné une lettre de rappel, un commandement et un dernier rappel avant intervention d'huissier. Ces mesures non exclusives les unes des autres sont les suivantes :

- a) recouvrement des sommes dues par tous les moyens de droit commun,
- b) poursuites judiciaires.

Le Service de l'Assainissement par l'intermédiaire du Trésor Public de Beaurepaire chargé du recouvrement est autorisé à mettre en œuvre ces mesures lorsque le paiement des sommes dues n'est pas intervenu après un délai d'un mois, décompté à partir du jour où l'abonné a reçu la mise en demeure.

Art 36 - Remboursements

L'abonné peut demander le remboursement des sommes indûment payées.

Conformément à l'article 2272 du Code Civil, les demandes de remboursement doivent être adressées au Service de l'Assainissement dans un délai de deux ans à compter de la date du paiement. Passé ce délai, toutes les sommes indûment versées sont définitivement acquises au Service.

Conformément à l'article 1380 du Code Civil, le remboursement de sommes payées indûment n'ouvre pas droit à des intérêts ou à des indemnités s'il s'agit d'une simple erreur.

Lorsque la demande de remboursement est justifiée, le Service de l'Assainissement doit verser la somme correspondante à l'abonné dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la demande.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS D'APPLICATION

Art 37 - Date d'application

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2007.

A partir de cette date, il sera précisé sur les factures que le règlement du Service de l'Assainissement peut être adressé à tout abonné sur simple demande formulée auprès du Service de l'Assainissement.

Le règlement approuvé par délibération du 19 janvier 1994 est abrogé à compter de la date d'application du présent règlement.

Art 38 - Abonnements antérieurs

Les conventions ou abonnements conclus avant la date d'application du présent règlement restent en vigueur. Toutefois, si ces abonnements ou conventions sont renouvelés (formellement ou par tacite reconduction), les clauses contraires aux dispositions du présent règlement sont automatiquement abrogées lors du premier renouvellement qui suit immédiatement la date d'application mentionnée à l'article 37. Si nécessaire, les abonnements ou conventions concernés sont alors modifiés pour les mettre en conformité. Cette opération est effectuée gratuitement pour les abonnés. Ceux-ci doivent communiquer les informations requises au Service de l'Assainissement, dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ils en reçoivent la demande.

Art 39 - Modifications du règlement du Service

S'il l'estime opportun, le Comité Syndical peut, par délibération, modifier le présent règlement ou adopter un nouveau règlement.

Dans ce cas, le Service de l'Assainissement procède immédiatement à la mise à jour du règlement du Service. Il doit, à tout moment, être en mesure d'adresser à l'abonné qui en formule la demande le texte du règlement du Service tenant compte de l'ensemble des modifications apportées.

Art 40 - Modifications des conditions particulières

Des modifications des conditions particulières figurant sur le document mentionné à l'article 6 peuvent intervenir en cours d'abonnement. Lorsque de telles modifications sont décidées, le Service de l'Assainissement est tenu d'en informer tous les abonnés concernés avant la date de leur application. Les modifications ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de faire disparaître une condition particulière qui doit obligatoirement être mentionnée en application du présent règlement.

Art 41 - Application du règlement du Service

Le Service de l'Assainissement et le comptable du Trésor Public, receveur du Syndicat, sont chargés de l'exécution du présent règlement sous l'autorité de la Présidente du Syndicat.

En cas de litige avec le Service de l'Assainissement portant sur l'application du présent règlement, les abonnés peuvent adresser leurs requêtes à la Présidente du Syndicat, sans préjudice des recours de droit commun qui leur sont ouverts.

Délibéré et voté par le Syndicat Intercommunal des Eaux Dolon-Varèze dans sa séance du 12 décembre 2006.